

Juin 2017

DIECCTE Guadeloupe,
Service Etudes, Statistique
et Evaluation (SESE)

L'intérim en Guadeloupe, Saint- Martin et Saint- Barthélemy en 2016

En 2016, l'intérim a connu en Guadeloupe et dans les Îles du Nord ⁽¹⁾ une forte progression de son activité (+33,1 %) à 1 299 Equivalents Emploi Temps Plein (EETP) après une hausse sensible déjà enregistrée en 2015 (+17,1 %). Le nombre de contrats signés dans l'année a augmenté néanmoins plus rapidement que le volume d'activité (38 448 contrats, +58,0 %). Les grands secteurs d'activité sont en croissance, à l'exception de l'industrie (baisse de 5,9 % de l'activité) mais ont tous généré davantage de contrats dans l'année. Le commerce enregistre une hausse particulièrement dynamique de l'activité intérimaire (+112,8 %) et de contrats signés dans l'année (+122,1 %). La construction reste, malgré son recul relatif – l'activité y a moins progressé qu'ailleurs – le premier secteur employeur intérimaire avec 29,7 % du volume de travail. L'intérim (en EETP) progresse aussi dans les autres départements des Antilles-Guyane en 2016. La Réunion se singularise par une baisse de l'activité dans l'intérim en 2016 (-6,9 %) après -15,1 % en 2015. L'évolution globale des Drom ⁽²⁾ est ainsi nettement positive en 2016 (+21,6%) malgré le recul réunionnais, contrairement à 2015. Au niveau national, l'activité intérimaire est comme aux Antilles-Guyane en hausse (+8,8 %). La durée moyenne des missions achevées est en baisse en Guadeloupe (1,8 semaine) mais reste plus élevée que dans les quatre Drom historiques (excepté en Guyane à 3,1 semaines) et identique au niveau national.

(1) Saint-Martin et Saint-Barthélemy

(2) hors Mayotte

L'intérim reste peu fréquent en Guadeloupe et dans les Drom. Les Drom regroupés (hors Mayotte) représentent 0,9 % des contrats et du volume total de l'intérim en France en Equivalent emplois temps plein (EETP) en 2016. La Guadeloupe seule ne représente que 0,2 % de l'ensemble des contrats signés dans l'intérim, ainsi que de l'équivalent emploi temps plein « France entière ». En comparaison, l'emploi salarié privé de Guadeloupe représente 0,4 % de l'emploi salarié privé en France en 2016 (source ACOSS). L'intérim reste donc sous représenté dans l'économie locale, même s'il est en hausse.

Le poids plus faible de l'industrie en Guadeloupe et dans les Drom ne facilite pas l'embauche d'intérimaires. L'industrie englobe 42,9 % de l'activité intérimaire en France (en EETP) mais seulement 17,0 % en Guadeloupe. Par ailleurs, dans les services, les activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien sont également nettement moins présents, ce qui se traduit aussi par un déficit d'opportunités. La situation s'inverse par contre dans la construction où l'intérim pèse davantage localement (29,7 % contre 17,9 % au niveau national).

Hausse du nombre de contrats en Guadeloupe

Contrats	2016	Evol 16/15	2015	2014
Guadeloupe	38 448	58,0%	24 330	18 546
Total Drom	164 274	11,1%	147 864	158 146
France entière	17 646 378	1,9%	17 321 454	16 763 972

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte

Concernant les contrats d'intérim signés dans l'année, leur nombre augmente très sensiblement en Guadeloupe (+58,0 %), en Martinique (+80,4 %) et en Guyane (+32,5 %). A l'inverse à la Réunion, le nombre de contrats signés dans l'année diminue (de 24,3 %). La hausse s'élève à 11,1 % dans l'ensemble des Drom, hors Mayotte. France entière, le nombre de contrats signés augmente de 1,9 %.

L'EETP augmente en 2016 en Guadeloupe

EETP	2016	Evol 16/15	2015	2014
Guadeloupe	1 299	33,1%	977	834
Total Drom	5 503	21,6%	4 527	4 666
France entière	596 333	8,8%	547 860	520 024

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte

En 2016, l'intérim a connu en Guadeloupe une hausse de l'activité en Equivalent Emploi Temps Plein (EETP). Celle-ci s'établit à 1 299 EETP, soit +33,1 % sur un an. La hausse de l'activité fait suite à une progression déjà importante l'année précédente (+17,1 %). L'activité en EETP croît aussi en Martinique (+58,4 %) et en Guyane (+48,0 %) alors qu'à la Réunion, elle fléchit sur un an (-6,9 %) mais moins qu'en 2015 (-15,1 %). Globalement, l'activité est en hausse dans les Dom de 21,6 % (hors Mayotte) comme au niveau national (+8,8 %).

Les entreprises de Guadeloupe ont davantage recours à l'intérim en 2016

Le taux de recours à l'emploi intérimaire, rapport entre le volume d'emplois intérimaires (en EETP) à l'effectif salarié du secteur privé atteint 1,8 % en Guadeloupe en 2016. Il est en hausse notable. Sur l'ensemble des Drom (hors Mayotte), ce taux vaut 1,7 %, soit la moitié du taux de recours national (3,1 %). La Guyane affiche un taux de 3,1 %, la Réunion 1,3 %.

Faible taux de recours à l'intérim outre-mer

Taux de recours	2016	2015	2014	2013
Guadeloupe	1,8%	1,4%	1,2%	1,3%
Total Drom	1,7%	1,4%	1,5%	1,4%
France entière	3,3%	3,1%	2,9%	2,9%

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte

Construction, commerce et services pèsent

80,0 % de l'emploi intérimaire en Guadeloupe

Quelques activités ou groupes d'activités accaparent l'essentiel de l'intérim en Guadeloupe. En 2016, la construction, habituel premier employeur pour l'intérim, concentre 29,7 % du volume d'emploi total en EETP. Le commerce, de détail ou de gros, en emploie 25,5 % et enregistre une forte progression. Les services regroupent 26,1 % du volume d'activité. Les principaux secteurs employeurs sont le transport et l'entreposage (10,4 %), les activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien (5,3 %) et l'hébergement et la restauration (3,7 %). L'industrie, en baisse, regroupe 17,0 % du volume d'EETP. Les activités les plus importantes sont les industries extractives,

énergie, eau, déchets et dépollution (8,3 %), puis la fabrication d'autres produits industriels (4,7 %), textile, bois, chimie, métallurgie. Viennent ensuite les industries agro-alimentaires (3,6 %).

Le commerce concentre 53,3 % des contrats en Guadeloupe

Contrats 2016	Guadeloupe	Total Dom	France entière
AZ : Agriculture	0,2%	0,3%	0,5%
C1 : Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	3,8%	8,0%	12,5%
C2 : Cokéfaction et raffinage	0,1%	0,0%	0,0%
C3 : Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	0,3%	0,6%	2,5%
C4 : Fabrication de matériels de transport	0,1%	0,1%	2,0%
C5 : Fabrication d'autres produits industriels	3,4%	5,2%	15,1%
DE : Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	3,6%	6,4%	4,0%
FZ : Construction	10,2%	12,6%	11,5%
GZ : GZ : Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	53,3%	36,5%	12,3%
HZ : Transports et entreposage	7,1%	10,4%	15,7%
IZ : Hébergement et restauration	6,7%	6,3%	5,8%
JZ : Information et communication	2,4%	1,5%	0,6%
KZ : Activités financières et d'assurance	0,8%	1,0%	0,8%
LZ : Activités immobilières	0,2%	0,5%	0,3%
MN : Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	4,7%	7,8%	9,1%
OQ : Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	1,7%	1,5%	5,2%
RU : Autres activités de services	1,5%	1,4%	2,0%
Ensemble des secteurs	100,0%	100,0%	100,0%
Agriculture	64	512	94 380
Industrie	4 290	33 212	6 380 626
Construction	3 913	20 632	2 028 112
Commerce	20 500	59 979	2 168 420
Services	9 681	49 939	6 974 840
Ensemble des secteurs	38 448	164 274	17 646 378

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte

La construction représente moins d'un tiers de l'activité intérimaire en Guadeloupe en 2016

EETP 2016	Guadeloupe	Total Dom	France entière
AZ : Agriculture	0,1%	0,3%	0,5%
C1 : Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	3,6%	5,3%	8,1%
C2 : Cokéfaction et raffinage	0,0%	0,0%	0,1%
C3 : Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	0,2%	0,8%	5,4%
C4 : Fabrication de matériels de transport	0,1%	0,1%	6,9%
C5 : Fabrication d'autres produits industriels	4,7%	9,4%	19,4%
DE : Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	8,3%	5,1%	3,1%
FZ : Construction	29,7%	31,4%	17,9%
GZ : GZ : Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	25,5%	22,9%	10,0%
HZ : Transports et entreposage	10,4%	7,5%	12,9%
IZ : Hébergement et restauration	3,7%	3,0%	1,9%
JZ : Information et communication	1,9%	1,7%	1,0%
KZ : Activités financières et d'assurance	2,4%	1,5%	1,7%
LZ : Activités immobilières	1,2%	1,0%	0,4%
MN : Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	5,3%	6,9%	7,9%
OQ : Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	2,1%	2,3%	2,1%
RU : Autres activités de services	0,7%	0,8%	1,1%
Ensemble des secteurs	100,0%	100,0%	100,0%
Agriculture	1	15	2 935
Industrie	221	1 139	255 857
Construction	386	1 728	106 855
Commerce	332	1 262	59 672
Services	359	1 360	171 015
Ensemble des secteurs	1 299	5 503	596 333

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, durée en semaine

Le commerce est en forte progression

La hausse importante en 2016 du volume d'emploi intérimaire en Guadeloupe (passant de 977 à 1 299 EETP) est le résultat d'évolutions plus ou moins fortes dans les différents secteurs d'activité.

Commerce, Services et construction sont en hausse

Guadeloupe	contrats	var 16/15	EETP	var 16/15
Agriculture	64	611,1%	1	SO
Industrie	4 290	10,3%	221	-5,9%
Construction	3 913	27,5%	386	16,7%
Commerce	20 500	122,1%	332	112,8%
Services	9 681	19,0%	359	41,0%
Ensemble	38 448	58,0%	1 299	33,1%

Source Dares, traitement service ESE

La construction, poids lourd de l'emploi intérimaire –elle représente encore 29,7 % des EETP en 2016– augmente de 16,7 % (+55 EETP), après une baisse de 15,2 % en 2015. Le poids relatif du secteur diminue néanmoins du fait de fortes hausses dans le commerce et les services. Le secteur du commerce enregistre une forte poussée en 2016 (+112,8 %, 176 EETP supplémentaires). Il se retrouve ainsi en troisième position derrière la construction et les services. Ces derniers voient leur volume de travail EETP augmenter de 41,0 % (+104 EETP supplémentaires). Toutes les activités de service contribuent à la croissance de l'ensemble, avec plus ou moins de dynamisme selon l'activité. Dans l'industrie, l'activité intérimaire diminue légèrement (-5,9 %). Elle perd 15 EETP. L'activité intérimaire n'est pas significative dans l'agriculture.

Diminution de la durée des missions achevées en Guadeloupe en 2016

Durée moyenne 2016 (durée en semaine)	Guadeloupe	Total Dom	France entière
AZ : Agriculture	0,7	1,5	1,6
C1 : Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	1,6	1,1	1,2
C2 : Cokéfaction et raffinage	0,3	2,4	4,3
C3 : Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	2,0	2,5	3,9
C4 : Fabrication de matériels de transport	4,1	3,0	5,9
C5 : Fabrication d'autres produits industriels	2,5	3,2	2,3
DE : Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	4,4	1,5	1,4
FZ : Construction	5,3	4,4	2,7
GZ : GZ : Commerce , réparation d'automobiles et de motocycles	0,8	1,1	1,4
HZ : Transports et entreposage	2,7	1,2	1,5
IZ : Hébergement et restauration	1,0	0,8	0,6
JZ : Information et communication	1,5	2,0	2,8
KZ : Activités financières et d'assurance	5,2	2,6	3,6
LZ : Activités immobilières	8,3	3,3	2,0
MN : Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	2,1	1,6	1,5
OQ : Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	2,1	2,6	0,7
RU : Autres activités de services	0,8	1,0	0,9
Ensemble des secteurs	1,8	1,7	1,8
Agriculture	0,7	1,5	1,6
Industrie	2,8	1,8	2,1
Construction	5,3	4,4	2,7
Commerce	0,8	1,1	1,4
Services	2,0	1,4	1,3
Ensemble des secteurs	1,8	1,7	1,8

Durées en baisse en Guadeloupe

La Guadeloupe présente une durée des missions achevées en recul , passant de 2,2 semaines en 2015 à 1,8 semaine en 2016. Le nombre de missions a augmenté très nettement dans l'année (+58,0 %) alors que l'activité en Equivalent Emploi Temps Plein a connu une progression

moindre (+33,1 %). La durée moyenne des missions achevées reste néanmoins supérieure en Guadeloupe à celle observée ailleurs dans les Dom en 2016, à l'exception de la Guyane. La durée moyenne des missions s'établit à 1,7 semaine en 2016 dans les Dom et reste stable par rapport à 2015. La durée moyenne des missions y est inférieure de 0,1 semaine à celle

observée au niveau France entière (1,8 semaine). Au niveau national, la durée moyenne est en effet remontée de 0,1 semaine sur un an.

La durée des missions à 1,8 semaine en Guadeloupe

Durée moyenne	2016	2015	2014	2013
Guadeloupe	1,8	2,2	2,3	2,4
Total Drom	1,7	1,7	1,6	1,8
France entière	1,8	1,7	1,6	1,7

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, durée en semaine

Dans la construction, les durées de contrat sont les plus longues, 5,3 semaines en Guadeloupe et 4,4 semaines dans les Drom (6,2 et 4,2 semaines en 2015 respectivement), mais « seulement » 2,7 semaines « France entière » (2,5 semaines en 2015). Malgré le poids très important de la construction pour l'intérim en Guadeloupe, de nombreux secteurs où les durées de mission sont courtes font baisser la durée moyenne des contrats d'intérim. C'est particulièrement le cas dans le commerce où la durée moyenne des missions ne dépasse pas 0,8 semaine (0,9 semaine en 2015). Ici ou là, quelques activités ont néanmoins des durées plus longues que la moyenne bien que cela ne concerne souvent que très peu d'intérimaires. Ce peut être également très variable d'une année à l'autre compte tenu de la faiblesse des effectifs en jeu dans les secteurs d'activités concernés. Quelques secteurs ont des durées plus longues en 2016 : activités immobilières (8,3 semaines), activités financières et d'assurance (5,2 semaines), industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution (4,4 semaines), fabrication de matériel de transport (4,1 semaines).

Évolutions trimestrielles de l'intérim

L'intérim a enregistré en 2007 un niveau record de contrats signés et d'activité en France comme dans les Drom. Ensuite, la situation est devenue très contrastée. L'année 2008 a été le point de départ d'une légère baisse globale de l'activité intérimaire tant au niveau des contrats que de l'emploi EETP, avec des variantes selon les

départements. L'année 2009 a été témoin d'un recul bien plus net, surtout au premier trimestre. Depuis ce point bas de début 2009, nombre de contrats signés et volume d'EETP ont tendance à remonter lentement dans les Dom. La Guadeloupe est le département qui a oscillé le plus autour de ses « niveaux » d'avant crise concernant l'activité intérimaire. Depuis mi-2015, l'activité y est même plus intense désormais. La Guyane est dans une situation assez proche (sursaut d'activité en 2012-2013, tassement de son activité intérimaire à partir de début 2013 mais reprise très nette récente). La Réunion, après un tassement de l'activité intérimaire pendant quelques années, a enregistré entre mi-2013 et début 2015 une remontée significative de son activité intérimaire qui « a dynamisé l'ensemble des Drom ». Ce sursaut s'est tassé depuis. La Martinique, contrairement aux autres territoires n'a pas encore retrouvé ses niveaux d'activité intérimaire d'avant crise et a longtemps éprouvé des difficultés à renouer avec la croissance. L'année 2016 marque peut-être une rupture. Au niveau national, l'activité intérimaire est orientée à la hausse depuis le premier trimestre 2013 et retrouve peu à peu son niveau d'avant crise.

Évolutions trimestrielles du nombre de contrats d'intérim 2008-2016 (Séries brutes)

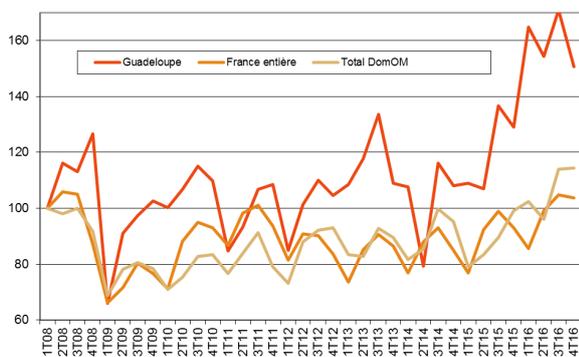


Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, base 100 au 1T 2008

L'année 2009 a été particulière de par l'ampleur des chutes conjointes du nombre de contrats d'intérim et du volume d'emploi associé (en EETP), en Guadeloupe et ailleurs. Avant 2008, la durée moyenne des missions achevées dans

l'année était supérieure à deux semaines. A partir de 2009, cette durée moyenne s'est nettement raccourcie, passant sous la barre des deux semaines. « En cause », une évolution forte du nombre de contrats à partir de 2010 qui « se stabilise » à un niveau plus élevé alors que le volume d'heures de travail est resté en deçà en terme d'évolution. En 2016, la durée moyenne des missions achevées reste stable à 1,7 semaine dans les Drom. En Guadeloupe, cette durée a été plus élevée entre 2013 et 2015, au-delà de deux semaines. En 2016, la hausse moins rapide de l'activité que du nombre de contrats induit une baisse de la durée moyenne des contrats achevés, passant de 2,2 semaines à 1,8 semaine.

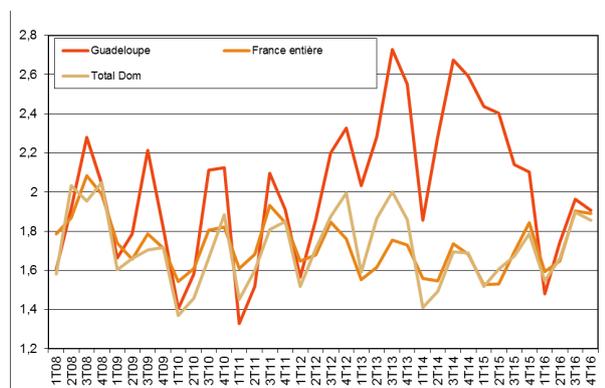
Evolutions trimestrielles du volume d'emploi EETP 2008-2016



Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, base 100 au 1T 2008

Une saisonnalité de la durée des contrats s'observe au cours des dernières années en Guadeloupe comme dans les autres territoires. Un point bas est généralement atteint au 1^{er} semestre de l'année, un pic de durée suit au second semestre.

Evolutions trimestrielles de la durée moyenne des missions achevées 2008-2016, en semaine



Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte,
Remarque : séries brutes (non Corrigées des Variations Saisonnières)
illustrant le caractère saisonnier de la durée des contrats d'intérim

Selon le territoire (Guadeloupe, Dom, France), le phénomène est plus ou moins régulier. France, Martinique et Réunion et Drom (hors Mayotte) présentent une durée moyenne trimestrielle qui oscille autour d'une valeur moyenne variant peu au cours du temps. En Guyane, la durée des contrats, traditionnellement plus élevée que dans les autres Drom, a tendance à baisser continuellement depuis 2008. un sursaut a néanmoins eu lieu en 2015. La Guadeloupe s'est distinguée entre 2013 et 2015 par une forte remontée de la durée des contrats achevés.

Avertissement

Au niveau national, une refonte de la chaîne de traitement de l'Intérim a été menée en 2014 à la Dares (Direction statistique du ministère du travail) afin que les travaux réalisés à Pôle emploi ou à la Dares à partir de la même source soient davantage convergents. Au niveau régional, pour la Guadeloupe et les Drom en particulier, ces travaux n'ont pas eu d'incidence sur les données présentées. Le nombre de contrats conclus dans l'année, le volume d'emploi EETP et la durée moyenne des contrats achevés ont été identiques globalement pour 2014, 2013 et 2012 à ce qui aurait été présenté sans refonte de la chaîne de traitement. Une note méthodologique de Pôle emploi et de la Dares évoque ces changements :

http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/Estimation_de_l_evolution_de_l_emploi_interiminaire_-_Note_methodologique.pdf

POUR EN SAVOIR PLUS

« L'intérim en Martinique en 2016 », Dieccte Martinique, juin 2017

« L'intérim en Guyane en 2016 », Dieccte Guyane, juin 2017

« L'emploi intérimaire en forte hausse au 4^{ème} trimestre 2016 », Dares indicateurs N°027, avril 2017

« L'intérim en Guadeloupe en 2015 », Dieccte Guadeloupe, juin 2016

Les indicateurs statistiques relatifs à l'intérim calculés mensuellement, trimestriellement et annuellement sont également disponibles sur le site du Ministère du travail: <http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/statistiques-de-a-a-z/article/l-emploi-interiminaire>

Définitions

Chaque mois depuis 1995, les agences de travail temporaire transmettent à Pôle emploi un relevé des missions d'intérim réalisées. La DARES produit notamment le nombre de contrats d'intérim commencés dans le mois (données par trimestre ou année également disponibles), calcule les Equivalents Emplois à Temps Plein (EETP) ainsi que la durée moyenne des missions achevées dans le mois. Les données présentées dans cette publication font référence au département de l'agence d'intérim.

Contrats conclus (au cours d'une période) : missions dont la date de début appartient à la période considérée. Le nombre de contrats conclus mesure le flux d'entrées de l'emploi intérimaire dans la période.

Equivalent Emplois à Temps Plein (EETP) au cours d'une période :

rapport du nombre total de semaines de travail réalisées par les intérimaires sur le nombre total de semaines ouvrées de la période. Par convention, ce nombre est fixé à 52 semaines pour une année. Cette convention de calcul conduit à sous-estimer légèrement l'équivalent emplois à temps plein, dans la mesure où une partie des missions ne comptabilise pas les périodes de congés.

Taux de recours annuel à l'intérim : rapport du volume de l'emploi intérimaire annuel en EETP à l'emploi salarié privé de l'année. L'emploi salarié retenu ici est celui fourni par L'URSSAF trimestriellement dont on fait la moyenne (emploi salarié privé).

Le taux de recours annuel ainsi calculé est différent de celui qui figure dans les publications de la DARES pour le niveau national et de certaines publications précédentes de la DIECCTE Guadeloupe.

Nomenclature d'activité utilisée

La nomenclature d'activité française NAF 2008 rév.2 comporte cinq niveaux qui s'emboîtent parfaitement. Néanmoins, la nécessité de disposer de nomenclatures agrégées pour l'établissement de certaines statistiques et pour la diffusion s'est imposée au niveau international. C'est pourquoi trois niveaux

supplémentaires (A 10, A 38 et A 64) ont été définis par les organismes internationaux. Ce dispositif a été complété par la France qui utilisera deux niveaux de plus (A 17 et A 129). Les données présentées dans cette étude par secteur d'activité sont ventilées en A 17.

Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Guadeloupe**Direction :**

Rue des Archives, Bisdary – 97113 Gourbeyre
Téléphone : 05.90.80.50.50
Télécopie : 05.90.80.50.00

Bureau de Jarry :

Immeuble Raphaël, ZAC Houelbourg Sud,
Lot n° 13 - Z.I de Jarry, 97122 Baie-Mahault
Téléphone : 05.90.80.50.50
Télécopie : 05.90.83.70.75

Bureau de Saint -Martin :

20, rue de Galisbay, 97150 Marigot - Saint -Martin
Téléphone : 05.90.29.02.25
Télécopie : 05.90.29.18.73

Bureau de Basse-Terre :

30, chemin des Bougainvilliers-Guillard
97100 Basse-Terre
Téléphone : 05.90.80.50.50
Télécopie : 05.90.81.60.05

Bureau des Abymes – Dothémare :

Immeuble C2E – rue de l'Abreuvoir-Dothémare
97139 Les Abymes
Téléphone : 05.90.80.50.50
Télécopie : 05.90.90.28.95

Directeur de la publication : Louis MAZARI

Réalisation Service Etudes, Statistique, Evaluation (SESE)
Charly DARMALINGON & Roman JANIK

Courriel : 971.statistiques@dieccte.gouv.fr
Internet : www.guadeloupe.dieccte.gouv.fr

